



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement

**Bureau des Installations et Travaux réglementés
pour la Protection des Milieux**

Dossier suivi par : Rémy LUCOT

☎ 04.84.35.42.77

courriel : remy.lucot@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 14 NOV. 2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL 2022-270 MED portant mise en demeure la société ORION Engineered Carbons de respecter les prescriptions réglementaires applicables à son installation sise Route Départementale 21a située sur la commune de Berre-L'Etang.

VU le code de l'environnement, notamment le Titre 7 du Livre 1er et le Titre 1er du Livre V, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 1987 à la société ORION Engineered Carbons pour l'exploitation d'une installation d'une unité de fabrication de noir d'acétylène sur le territoire de la commune de Berre-L'Etang à l'adresse suivant route départementale 21a, lieu-dit « Grand Champs » ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;

VU l'article L. 557-28 du code de l'Environnement ;

VU les articles 6-III et 18-I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susnommé ;

VU la visite d'inspection du 30 mars 2022 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 octobre 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société ORION Engineered Carbons exploite des équipements sous pression sur son site de Berre-L'Etang ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 30 mars 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- l'absence de liste des équipements sous pression conforme aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017,
- le récipient exploité sur le site de marque SECIM - année 1987 - n°18 56 91 n'a pas fait l'objet d'une requalification conformément aux dispositions du régime général de l'arrêté du 20 novembre 2017 précité,
- le récipient exploité sur le site de marque CKD CHLAZENI - année 2010 - n°33.L.4123 n'a pas fait l'objet d'une requalification conformément aux dispositions du régime général de l'arrêté du 20 novembre 2017 précité ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de :

- l'article L. 557-28 du code de l'environnement,
- des articles 6 et 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susnommé ;

CONSIDÉRANT que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, et en particulier à la protection de l'environnement et à la sécurité, sans pour autant qu'il soit démontré l'existence de dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société ORION Engineered Carbons, doit être mise en demeure :

- d'établir pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'Environnement une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susnommé, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique,
- de réaliser une requalification périodique des équipements suivants :
 - du récipient de marque SECIM - année 1987 - n°18 56 91,
 - du récipient de marque CKD CHLAZENI - année 2010 - n°33.L.4123,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1^{er}

La société ORION Engineered Carbons, dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Route Départementale 21a, lieu-dit « Grands Champs » à Berre-l'Etang, exploitant une installation d'une unité de fabrication de noir d'acétylène sur le territoire de la commune de Berre-L'Etang, de se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

Article 2

2.1 :

L'exploitant est mis en demeure, **dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, d'établir pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susnommé, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. Cette liste est tenue à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

2.2 :

L'exploitant est mis en demeure, **dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de réaliser la requalification périodique du récipient de marque SECIM - année 1987 - n°18 56 91, conformément aux dispositions de l'article L. 557-28 du code de l'environnement et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

2.3 :

L'exploitant est mis en demeure, **dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de réaliser la requalification périodique du récipient de marque CKD CHLAZENI - année 2010 - n°33.L.4123, conformément aux dispositions de l'article L. 557-28 du code de l'environnement et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'Environnement, en particulier :

- suspendre le fonctionnement des installations, l'utilisation des objets et dispositifs, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article L171-11 du code de l'environnement et de l'article R421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision est notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi :

- soit par voie postale (tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean-François Leca - 13002 Marseille) ;
- soit par l'application informatique « Télécours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié à la société **ORION Engineered Carbons** et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Berre-l'Etang,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement par intérim.

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe



Anne LAYBOURNE